

14 NOVEMBRE 2002. — Décret organisant la représentation des pouvoirs organisateurs d'enseignement subventionné et de centres psycho-médico-sociaux subventionnés (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'article 1^{er} de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, modifié par la loi du 6 juillet 1970 et par le décret du 2 juin 1998, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 1^{er}. La présente loi est applicable à l'enseignement maternel, primaire, secondaire et supérieur non universitaire ».

Art. 2. A l'article 5 de la loi du 29 mai 1959 précitée, sont apportées les modifications suivantes :

1° L'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Les réformes fondamentales de l'enseignement font l'objet d'une concertation préalable entre le Gouvernement et les organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs d'enseignement reconnus par le Gouvernement »;

2° L'article est complété comme suit :

« En ce qui concerne l'enseignement supérieur non universitaire, la concertation prévue à l'alinéa 1^{er} est exercée directement par les pouvoirs organisateurs ».

Art. 3. Dans la loi du 29 mai 1959 précitée sont ajoutés un article 5*bis* et un article 5*ter* rédigés comme suit :

« Art. 5*bis*. § 1^{er}. Le Gouvernement reconnaît comme organe de représentation et de coordination tout organe qui répond aux conditions suivantes :

1° affilier au minimum 20 % de l'ensemble des pouvoirs organisateurs, au sein d'un même réseau et d'un même caractère, des trois premières des catégories suivantes :

- a) pouvoirs organisateurs organisant des écoles d'enseignement fondamental, primaire et maternel ordinaire;
- b) pouvoirs organisateurs organisant des écoles d'enseignement secondaire ordinaire;
- c) pouvoirs organisateurs organisant des écoles d'enseignement spécial;
- d) pouvoirs organisateurs organisant des écoles d'enseignement de promotion sociale;
- e) pouvoirs organisateurs organisant des centres psycho-médico-sociaux.

2° affilier au minimum 10 % des pouvoirs organisateurs, au sein de ce réseau et de ce caractère, dans au moins deux provinces et dans l'arrondissement de Bruxelles-Capitale et ce, pour chacune des troisdites catégories dans chacune des trois zones administratives susvisées;

3° affiler des pouvoirs organisateurs organisant des écoles fréquentées par au moins 20 % de la population scolaire de l'ensemble constitué, au sein de ce réseau et de ce caractère, par les élèves fréquentant des écoles d'enseignement fondamental, primaire et maternel ordinaire, des écoles d'enseignement secondaire ordinaire et des écoles d'enseignement spécial.

Au sens de la présente disposition, sont considérés comme organisant de l'enseignement à caractère confessionnel les pouvoirs organisateurs organisant une ou plusieurs écoles dont l'enseignement est basé sur une des religions reprises à l'article 8, alinéa 3 et donné avec l'accord de l'autorité compétente du culte concerné. Les autres pouvoirs organisateurs sont de caractère non confessionnel.

Sur la base d'une demande dûment motivée, le Gouvernement peut déroger aux critères définis à l'alinéa premier.

Dans la mesure où l'organe affilié des pouvoirs organisateurs organisant des écoles d'enseignement secondaire, l'ensemble de celles-ci doit comprendre des écoles d'enseignement général et des écoles d'enseignement technique et professionnel.

Un pouvoir organisateur qui renonce à son affiliation à un organe de représentation et de coordination ne peut être pris en compte pour la reconnaissance d'un autre organe qu'au plus tôt six mois après la notification dudit renoncement.

Le Gouvernement reconnaît au minimum, s'il échet par dérogation à l'alinéa 1^{er} :

1° Un organe représentant des pouvoirs publics subventionnés organisant des écoles fondamentales, maternelles et primaires ordinaires et spéciales et des écoles secondaires spéciales;

2° Un organe représentant des pouvoirs publics subventionnés organisant des écoles secondaires;

3° Un organe représentant des pouvoirs organisateurs d'enseignement libre subventionné confessionnel;

4° Un organe représentant des pouvoirs organisateurs d'enseignement libre subventionné de caractère non confessionnel.

§ 2 Pour qu'un organe obtienne la reconnaissance du Gouvernement :

1° il doit y avoir cohérence entre les projets éducatif et pédagogique d'un pouvoir organisateur qui adhère à cet organe et le projet éducatif et les axes majeurs du projet pédagogique de cet organe;

2° l'organe :

a) introduit une demande de reconnaissance auprès du Gouvernement, selon les modalités que celui-ci détermine, au plus tard le 15 novembre de l'année qui précède la première année de l'entrée en application de cette reconnaissance;

b) prévoit dans ses statuts que l'assemblée générale est constituée :

— pour au moins 80 % de pouvoirs organisateurs affiliés ou de représentants élus en leur sein par plusieurs pouvoirs organisateurs;

— pour un maximum de 20 % de membres cooptés par les premiers;

c) prévoit dans ses statuts que ladite assemblée générale prend les décisions relatives aux modifications desdits statuts, à la définition du montant de la cotisation éventuelle prévue à l'article 5^{ter} et à la désignation du conseil d'administration, celui-ci étant désigné pour une durée maximale de six ans renouvelables;

d) assure la publicité des informations destinées à ses membres ainsi que des règles d'adhésion à l'organe et d'accès aux activités, programmes et services offerts par celui-ci;

e) transmet au Gouvernement, lors de sa demande de reconnaissance, une copie des résolutions d'adhésion des pouvoirs organisateurs affiliés, les noms et prénoms des membres des différentes instances le composant ainsi qu'une copie de ses statuts et règlements et, par la suite, dès qu'elle est adoptée, toute modification relative à ces divers éléments;

3° le conseil d'administration de l'organe :

a) est composé d'une majorité de membres choisis parmi ceux définis au premier tiret du point b) ci-dessus;

b) désigne, pour une durée maximale de six ans renouvelables, les personnes habilitées à signer, en son nom, les protocoles concluant les concertations visées à l'article 5.

§ 3. La reconnaissance accordée couvre une durée de six ans.

§ 4. Le Gouvernement retire la reconnaissance aux organes de représentation et de coordination de pouvoirs organisateurs qui cessent de répondre aux conditions fixées aux § 1^{er} et 2.

« Art. 5^{ter}. Chaque pouvoir organisateur peut prélever sur les subventions de fonctionnement des établissements qu'il organise le montant de la cotisation qu'il verse à un des organes de représentation et de coordination visés à l'article 5^{bis} ».

Art. 4. Dans le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, sont apportées les modifications suivantes :

1° les §§ 2 et 3 de l'article 74 sont abrogés en date du 1^{er} janvier 2003;

2° le § 1^{er} de l'article 74 et l'article 75 sont abrogés en date du 1^{er} janvier 2004.

Art. 5. Dans l'article 1^{er} du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux officiels subventionnés, l'alinéa 2 est complété par le point 7° libellé comme suit :

« 7° par organe de représentation et de coordination visé aux articles 92, § 1^{er}, et 101, § 1^{er}, il y a lieu d'entendre :

a) jusqu'au 31 décembre 2003 et par dérogation aux articles 92, § 2 et 101, § 2, ceux parmi les organes visés à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 juin 1998 portant reconnaissance des organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement, auxquels adhèrent des pouvoirs organisateurs de centres psycho-médico-sociaux;

b) à partir du 1^{er} janvier 2004, ceux parmi les organes visés à l'article 5^{bis}, § 1^{er}, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement auxquels adhèrent des pouvoirs organisateurs de centres psycho-médico-sociaux. »

Art. 6. Dans l'article 1^{er} du décret du 31 janvier 2002 fixant le statut des membres du personnel technique subsidié des centres psycho-médico-sociaux libres subventionnés, l'alinéa 2 est complété par le point 9° libellé comme suit :

« 9° par organe de représentation et de coordination visé aux articles 102, § 1^{er}, et 111, § 1^{er}, il y a lieu d'entendre :

a) jusqu'au 31 décembre 2003 et par dérogation aux articles 102, § 2 et 111, § 2, ceux parmi les organes visés à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 juin 1998 portant reconnaissance des organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement, auxquels adhèrent des pouvoirs organisateurs de centres psycho-médico-sociaux;

b) à partir du 1^{er} janvier 2004, ceux parmi les organes visés à l'article 5^{bis}, § 1^{er}, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement auxquels adhèrent des pouvoirs organisateurs de centres psycho-médico-sociaux. »

Art. 7. A l'article 3, 12°, du décret du 30 juin 1998 visant à assurer à tous les élèves des chances égales d'émancipation sociale, notamment par la mise en œuvre de discriminations positives, les termes « l'article 74 du décret du 24 juillet 1997 précité » sont remplacés par les termes « l'article 5^{bis} de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement ».

Art. 8. A titre transitoire et ce jusqu'au 31 décembre 2003, les organes de représentation et de coordination visés à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 juin 1998 portant reconnaissance des organes de représentation et de coordination des pouvoirs organisateurs de l'enseignement sont seuls habilités à exercer la concertation prévue à l'article 5 de la loi du 29 mai 1959.

Art. 9. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003 à l'exception du § 4 de l'article 5*bis* de la loi du 29 mai 1959 précitée tel qu'ajouté par l'article 3 du présent décret, ledit paragraphe entrant en vigueur le 1^{er} janvier 2004.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 14 novembre 2002.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres et de l'Audiovisuel,
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Note

(1) *Session 2002-2003*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 326-1. — Amendements de commission, n° 326-2. — Rapport, n° 326-3. *Compte rendu intégral.* — Discussion et adoption. Séance du 12 novembre 2002.

—
VERTALING

N. 2002 — 4397

[C — 2002/29569]

14 NOVEMBER 2002. — Decreet tot organisatie van de vertegenwoordiging van de inrichtende machten van het gesubsidieerd onderwijs en van de gesubsidieerde psycho-medisch-sociale centra (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

Artikel 1. Artikel 1 van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, gewijzigd door de wet van 6 juli 1970 en door het decreet van 2 juni 1998, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 1. Deze wet is van toepassing op het kleuter-, lager, secundair en hoger niet-universitair onderwijs ».

Art. 2. In artikel 5 van voormelde wet van 29 mei 1959 worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De fundamentele hervormingen van het onderwijs zijn het voorwerp van voorafgaand overleg tussen de Regering en de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs die zijn erkend door de Regering » ;

2° Het artikel wordt als volgt aangevuld :

« Wat het hoger niet-universitair onderwijs betreft, wordt het in het vorig lid bedoeld overleg rechtstreeks uitgeoefend door de inrichtende machten. »

Art. 3. In voornoemde wet van 29 mei 1959 wordt een artikel 5*bis* en een artikel 5*ter* toegevoegd, luidend als volgt :

« Art. 5*bis*. § 1. De Regering erkent als vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan ieder orgaan dat beantwoordt aan de volgende voorwaarden :

1° minstens 20 % van alle inrichtende machten uit de eerste drie van volgende categorieën doen toetreden tot eenzelfde net met eenzelfde karakter :

- a) inrichtende machten die scholen voor basisonderwijs, gewoon lager en kleuteronderwijs, organiseren;
- b) inrichtende machten die scholen voor gewoon secundair onderwijs inrichten;
- c) inrichtende machten die scholen voor bijzonder onderwijs inrichten;
- d) inrichtende machten die scholen voor sociale promotie inrichten;
- e) inrichtende machten die psycho-medisch-sociale centra inrichten.

2° minstens 10 % van de inrichtende machten doen aansluiten, binnen dit net en met dit karakter, in minstens twee provincies en in het arrondissement van het Brussel-Hoofdstad en dit, voor elk van de drie categorieën in elk van de drie bovengenoemde administratieve zones;

3° de inrichtende machten die scholen inrichten waar minstens 20 % van de schoolbevolking van dit geheel bestaat uit leerlingen die school lopen in het basisonderwijs, gewoon lager en kleuteronderwijs, in scholen voor gewoon secundair onderwijs en scholen voor bijzonder onderwijs, binnen dit net en met dit karakter aansluiten.

In deze bepaling wordt verstaan onder inrichters van confessioneel onderwijs, de inrichtende machten die een of meerdere scholen inrichten waarvan het onderwijs stoelt op een van de godsdiensten bedoeld in artikel 8, derde lid, en wordt verstrekt met de goedkeuring van de bevoegde overheid van de betrokken eredienst. De andere inrichtende machten hebben een niet-confessioneel karakter.

De Regering kan afwijken van de in het eerste lid bedoelde criteria op grond van een met voldoende redenen omkleed verzoek.

Zolang het orgaan inrichtende machten van secundaire onderwijs scholen tot lid maakt, moeten voornoemde scholen bevatten uit het algemeen onderwijs en scholen voor technisch en beroepsonderwijs.

Een inrichtende macht die weigert zich aan te sluiten bij een vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan kan enkel in aanmerking worden genomen voor de erkenning van een ander orgaan dan ten vroegste zes maanden na de kennisgeving van deze weigering.

De Regering erkent minstens, desgevallend in afwijking van het eerste lid :

1° een orgaan ter vertegenwoordiging van de gesubsidieerde overheden die basisscholen, gewone en bijzondere kleuter- en lagere scholen, en bijzondere secundaire scholen inrichten;

2° een orgaan ter vertegenwoordiging van de gesubsidieerde overheden die secundaire scholen inrichten;

3° een orgaan ter vertegenwoordiging van de inrichtende machten van het confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs;

4° een orgaan ter vertegenwoordiging van de inrichtende machten van het niet-confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs.

§ 2. Opdat een orgaan door de Regering erkend zou worden :

1° moet het samenhang vertonen met het educatief en pedagogisch project van een inrichtende macht die lid wordt van dit orgaan en met het educatief project en de hoofdlijnen van dit orgaan;

2° moet het orgaan :

a) een verzoek indienen bij de Regering om te worden erkend, volgens de wijzen die laatstgenoemde bepaalt, uiterlijk op 15 november van het jaar dat voorafgaat aan het eerste jaar van de inwerkingtreding van deze erkenning;

b) voorzien in zijn statuten dat de algemene vergadering is samengesteld uit :

— minstens 80 % aangesloten inrichtende machten of vertegenwoordigers gekozen in hun midden door verschillende inrichtende machten;

— hoogstens 20 % door de eerste groep gecoöpteerde leden;

c) voorzien in zijn statuten dat deze algemene vergadering de beslissingen neemt omtrent de wijzigingen aan de statuten, de vaststelling van het eventueel lidgeld bedoeld in artikel 5ter en de aanstelling van de raad van bestuur, welke zetelt voor een hernieuwbare periode van maximum zes jaar;

d) instaan voor de openbaarmaking van de informatie aan zijn leden alsook van de toetredingsregels tot het orgaan en de toegang tot de activiteiten, programma's en diensten die het aanbiedt;

e) bij de verzending van zijn verzoek om erkenning, een kopie van de toetredingsresoluties van de aangesloten inrichtende machten zenden naar de Regering alsmede de namen en voornamen van de leden van de verschillende instanties van dit orgaan én een kopie van zijn statuten en reglementen en, vervolgens, zodra de erkenning is aangenomen, iedere wijziging aan deze elementen;

3° moet de raad van bestuur van het orgaan :

a) bestaan uit een meerderheid van de leden die zijn gekozen uit diegenen bedoeld in het eerste streepje van voornoemd punt b);

b) voor een periode van maximum zes jaar welke hernieuwbaar is, de personen aanduiden gemachtigd om, in zijn naam, de protocollen te tekenen welke gesloten worden na het overleg bedoeld in artikel 5.

§ 3. De erkenning wordt verleend voor een duur van zes jaar.

§ 4. De Regering trekt de erkenning in van die vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten die de in §§ 1 en 2 bepaalde voorwaarden niet langer naleven.

Art. 5ter. Iedere inrichtende macht mag op de werkingstoelagen van de inrichtingen die zij inricht het lidgeld afhouden welk het doorstort aan een van de in artikel 5bis bedoelde vertegenwoordigings- en coördinatieorganen. »

Art. 4. In het decreet van 24 juli 1997 dat de prioritaire taken bepaalt van het basisonderwijs en van het secundair onderwijs en de structuren organiseert die het mogelijk maken ze uit te voeren, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° §§ 2 en 3 van artikel 74 worden opgeheven op 1 januari 2003;

2° artikel 74, § 1, en artikel 75 worden opgeheven op 1 januari 2004.

Art. 5. In artikel 1 van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde officiële psycho-medisch-sociale centra, wordt het tweede lid aangevuld met het punt 7°, luidend als volgt :

« 7° dient men, per vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan bedoeld in artikel 92, § 1, en 101, § 1, te verstaan :

a) tot 31 december 2003 en in afwijking van artikelen 92, § 2, en 101, § 2, diegenen onder de organen bedoeld in artikel 1 van het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 18 juni 1998 tot erkenning van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs, waarbij de inrichtende machten van de psycho-medisch-sociale centra aansluiten;

b) vanaf 1 januari 2004, diegenen onder de organen bedoeld in artikel 5bis, § 1, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving waarbij de inrichtende machten van de psycho-medisch-sociale centra aansluiten. »

Art. 6. In artikel 1 van het decreet van 31 januari 2002 tot vaststelling van het statuut van de leden van het gesubsidieerd technisch personeel van de gesubsidieerde vrije psycho-medisch-sociale centra, wordt het tweede lid aangevuld met het punt 9°, luidend als volgt :

« 9° dient men, per vertegenwoordigings- en coördinatieorgaan bedoeld in artikel 102, § 1, en 111, § 1, te verstaan :

a) tot 31 december 2003 en in afwijking van artikelen 102, § 2, en 111, § 2, diegenen onder de organen bedoeld in artikel 1 van het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 18 juni 1998 tot erkenning van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs, waarbij de inrichtende machten van de psycho-medisch-sociale centra aansluiten;

b) vanaf 1 januari 2004, diegenen onder de organen bedoeld in artikel 5bis, § 1, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving waarbij de inrichtende machten van de psycho-medisch-sociale centra aansluiten. »

Art. 7. In artikel 3, 12°, van het decreet van 30 juni 1998 dat erop gericht is alle leerlingen gelijke kansen op sociale emancipatie te geven, inzonderheid door de invoering van maatregelen voor positieve discriminatie worden de woorden « artikel 74 van voornoemd decreet van 24 juli 1997 » vervangen door « artikel 5bis van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving ».

Art. 8. Bij wijze van overgangsmaatregel en tot 31 december 2003 zijn enkel de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen bedoeld in artikel 1 van het besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 16 juni 1998 tot erkenning van de vertegenwoordigings- en coördinatieorganen van de inrichtende machten van het onderwijs bevoegd om het in artikel 5 van de wet van 29 mei 1959 bedoeld overleg te voeren.

Art. 9. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2003, met uitzondering van § 4 van artikel 5bis van voornoemde wet van 29 mei 1959, zoals toegevoegd door artikel 3 van dit decreet, waarbij deze paragraaf in werking treedt op 1 januari 2004.

Verkondigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Brussel, op 14 november 2002.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,
H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,
R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn, belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de opdrachten
toegewezen aan de « ONE »,
J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,
P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,
Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,
R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheidszorg,
Mevr. N. MARECHAL

—
Nota

(1) *Zitting 2002-2003*

Stukken van de Raad. — Ontwerpdecreet, nr. 326-1 - Amendementen in de commissie, nr. 326-2. — Verslag, nr. 326-3.
Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 12 november 2002.